

Conseil municipal de Toulouse du 28 novembre 24

Intervention d'Odile Maurin

24.2 Demande de mise en œuvre du dispositif d'autorisation Préalable de Mise en Location du Permis de Louer (Protection des populations 24-0655)

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Sur le principe du permis de louer, nous sommes pour et c'est une mesure que nous réclamions depuis plusieurs années et à laquelle vous vous êtes pourtant toujours opposé. Jusqu'à ce que votre carence en matière de sécurité de nos concitoyens se révèle avec l'affaire de l'effondrement de la rue St Rome où vous ne devez qu'à la chance qu'il n'y ait pas eu de mort.

Vous nous proposez maintenant une mesure qui prévoit un dispositif de demande d'autorisation préalable de mise en location, et c'est un point positif.

Le problème, c'est que d'une part, vous limitez ce dispositif au périmètre d'Arnaud Bernard alors même que ce n'est pas le quartier qui est le plus affecté en ce moment par des immeubles menaçant ruine, et que vous excluez de ce dispositif les logements sociaux, les locations touristiques saisonnières et les logements bénéficiant d'une convention avec l'Etat, ainsi que les reconductions de baux en cours.

En fait, et comme d'habitude, vous faites juste de la communication et vous continuez à refuser de prendre des mesures complètes pour protéger l'ensemble de la population.

On peut s'étonner du choix d'Arnaud Bernard. Vous dites avoir choisi ce secteur pour la proportion d'habitats estimés indignes par le service communal d'hygiène et de santé, sans d'ailleurs nous fournir le moindre élément probant à l'appui de cette affirmation.

On peut au contraire s'inquiéter que vous tentiez d'exploiter le dispositif pour accélérer la gentrification de ce quartier qui n'est pas celui qui défraye la chronique en ce moment en matière d'effondrements et de risques d'effondrement.

Quelle transparence y aura-t-il sur les refus de demande d'autorisation préalable de mise en location ? Quels moyens seront donnés aux petits propriétaires du secteur pour se mettre en conformité quand on voit les moyens que vous consacrez à la restauration des façades des plus favorisés sous prétexte de préservation du patrimoine, on peut être légitimement inquiets.

On peut aussi s'interroger sur la date de mise en œuvre du dispositif : seulement en novembre 2025. Ceci au prétexte du délai de 6 mois à compter de la publication de la délibération métropolitaine alors que nous avons le prochain conseil métropolitain le 13 décembre et que nous pourrions donc le mettre en œuvre en juin 2025.

Enfin, je vous invite à rectifier la convention prévue avec la métropole de Toulouse dans laquelle vous évoquez une délibération de Toulouse Métropole du 12 décembre 2024 alors que le conseil métropolitain se réunira le 13 décembre. Je ne voudrais surtout pas qu'une erreur matérielle retarde encore l'application du dispositif dont on sent quand même que vous le lancez en y allant à reculons.

Je ne m'opposerai donc pas à cette mesure mais je m'abstiendrai et je vous invite sans attendre à l'élargir à l'ensemble des secteurs du centre-ville et l'ensemble du bâti accueillant des locaux de sommeil.